



PROGRAMME D'ACTION REGIONAL SUR LA PAIX ET LA SECURITE

SOUS-PROGRAMME D'ACTION SUR LA GESTION CONJOINTE DE LA SECURITÉ AUX FRONTIÈRES COMMUNES

PROJET NO. 1.1.3

DEVELOPPEMENT DES ZONES FRONTALIERES ET PROMOTION DE LA SECURITE HUMAINE

Version finale: 21 Septembre 2006

ORIGINAL : ANGLAIS

1 Le contexte politique: une analyse situationnelle

Les zones frontalières continuent à constituer des menaces pour la région, les Etats et les communautés de la RGL, menaces essentiellement caractérisées par les attaques transfrontalières perpétrées par des groupes et des bandes de pilliers de bétail, la contrebande, les vols de véhicules, le trafic de drogue, la circulation des armes de petit calibre et actuellement les menaces par les réseaux de la terreur. Cette situation a transformé les frontières en points de conflits brûlants. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : les obstacles à l'accessibilité existants (terrain, forêts, déserts) rendent les zones frontalières idéales car elles procurent des refuges rêvés de chaque côté des frontières.

L'impact immédiat s'est traduit par de violents conflits endémiques qui non seulement créent des réfugiés mais engendrent également des conflits que la présence même des réfugiés provoque. La région a dû endurer un génocide, des millions de morts durant la guerre et après la guerre, la circulation des armes de petit calibre et les conflits transfrontaliers des pastoralistes ainsi que des niveaux extrêmes de pauvreté. Il est remarquable que les conflits dans la RGL tournent autour de la contestation de l'idée de l'Etat (idéologies autour desquelles la politique de l'Etat est organisée), la base physique (population et ressources) et le cadre institutionnel des Etats. Le fait que les Etats sont confrontés à des faiblesses et à des menaces en dépit de leur richesse en ressources naturelles indique leur incapacité à maximiser ce que Hernando de Soto appelle le « capital mort »¹. Il s'agit d'un capital dont l'existence peut être connue ou pas/oubliée ou pour lequel on n'a jamais découvert les moyens d'y ajouter de la valeur pour une utilisation efficace. Il va du potentiel inexploité des ressources agricoles dans la zone 3 aux immenses ressources de l'éco-tourisme, agricoles et humaines dans la Zone 1².

Derrière l'incapacité des Etats à activer ces ressources aux fins de production, se cache l'absence des infrastructures et de la sécurité permettant le mouvement des biens et des services dans la région. Les efforts personnels des Etats n'ont pas pu résoudre cette contradiction. Ils ont plutôt créé des dilemmes et des complexités à propos de la sécurité. Dans le premier cas, chaque action d'un acteur est considérée comme

¹ Le concept de capital mort est mieux saisi par De Soto dans l'histoire qu'il raconte sur le marchand indien qui voyage autour du monde à la recherche d'un trésor imaginaire pour finir par rentrer chez lui, vieux, triste et défait, les mains vides. Ses tentatives d'obtenir de l'eau sont entravées par son puits qui est en ce moment envasé. Péniement, il décide de creuser un nouveau puits et immédiatement heurte un "golkonda", la plus grande mine de diamant du monde. La morale de l'histoire est que les leaders africains n'ont pas besoin d'errer dans les Ministères des Affaires Etrangères du monde et les Institutions Financières Internationales pour chercher leur fortune. Au milieu de leurs propres frontières régionales, des quartiers et des bidonvilles, il y a des hectares de mines de diamants d'une valeur de 3 milliards de dollars, prêtes à être utilisées, si seulement ils peuvent dénouer le mystère de la transformation des biens en capital vivant. En conséquence, le capital brut existe parce que nous l'avons oublié ou bien nous n'avons jamais dénoué les moyens de convertir les biens physiques en capital, comme l'utilisation d'une maison pour obtenir un prêt et financer une entreprise. Voir De Soto Hernando, *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, Black Swan, 2000, p. 35.

² Voir Projet no. 1 de la CI/RGL sur la Gestion conjointe de la sécurité frontalière dans la Région des Grands Lacs.

suspecte et provoque une contre-réaction immédiate. Les complexités sont également fonction des communautés vivant aux frontières³, de nombreuses menaces et de nombreux acteurs ainsi que des vulnérabilités internes. Les zones frontalières frappent par le caractère artificiel des frontières, qui, pour la plupart, ont séparé des communautés et leur rendent difficile la tâche de déplacer les biens et les services de l'autre côté, surtout quand les conflits surgissent. Etant donné la constance des conflits et la mauvaise infrastructure, les zones frontalières n'attirent ni les investissements locaux ni les étrangers. Il en résulte qu'en dépit des ressources qu'elles possèdent, ces zones frontalières sont aussi les plus sous-développées. Etant donné la permanence des conflits, il s'avère impossible pour les Etats d'assurer eux-mêmes le développement dans ces zones. La CI/RGL a reconnu l'existence de ces dynamiques dans les zones frontalières et a par conséquent proposé un cadre pour la gestion de la sécurité aux frontières. Cependant, le fait est que la sécurité ne saurait provenir uniquement des structures de coopération⁴. Il s'agit plutôt de réduire les vulnérabilités spécifiques aux frontières. Ceci implique la transformation des variables génératrices de conflit en variables génératrices de sécurité aux fins de la reproduction socio-économique et politique aux niveaux étatique, régional, communautaire. Dans la RGL, la sécurité tourne autour de la question de savoir comment l'Etat peut accroître la pénétration structurelle dans les zones frontalières pour permettre le développement et la sécurité humaine. Considérant la dynamique des menaces et les vulnérabilités internes qui prévalent, un tel processus ne peut s'instaurer que par une approche régionale au développement.

2. Problèmes spécifiques à aborder

Le présent projet cherche à aborder les questions suivantes: Quels projets économiques générateurs de sécurité étatique, régionale et humaine peuvent être élaborés dans la RGL pour transformer les points de conflits en zones socio-économiques et de sécurité? Quelle serait la stratégie appropriée pour les promouvoir?

3. Objectifs

L'objectif global de ce projet est : La sécurité de l'Etat, des communautés et de la région est améliorée par le biais d'activités économiques dans les zones/triangles des GL par des efforts de développement locaux/régionaux. Ce projet vise à explorer les zones frontalières au point de vue de la sécurité étatique, régionale et humaine. En termes spécifiques, ses objectifs visent à ::

- a) Initier et mettre en oeuvre des projets économiques générateurs de sécurité régionale, étatique et humaine pour la résolution des conflits et construction de l'Etat.

³ Ici, les liens ethniques en défaut font que les conflits débordent d'une zone à l'autre, transformant les solidarités de parenté en vecteurs de la violence transfrontalière. Voir Huntington S, "The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order", *Foreign Affairs* V. 72 No. 3, Summer 1993 p22 (18)

⁴ C'est une référence au projet no. 1.2.1 de la CI/RGL sur la Gestion conjointe de la sécurité frontalière qui prévoit la création d'un cadre régional pour la gestion conjointe de la sécurité frontalière.

- b) Renforcer les capacités nécessaires à la concrétisation de zones économiques frontalières génératrices de sécurité.

3.1 Un examen des cadres pour la gestion de la sécurité frontalière

Plusieurs options génératrices de la sécurité frontalière sont opérationnelles dans la RGL. Elles comprennent les efforts personnels de l'Etat visant à assurer la sécurité frontalière par des patrouilles aux frontières ; les tentatives croissantes de coopération pour la surveillance des frontières et le droit de poursuite élargi accordé à l'Ouganda par le Soudan. Citons aussi le « Border Seal » (blocage des frontières), une stratégie frontalière mise en oeuvre par l'Ouganda le long de ses frontières du Nord pour essayer d'endiguer la menace de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA). Cette stratégie se fonde sur la construction de routes dans la zone frontalière pour faciliter la pénétration, la circulation des troupes et la capacité de réorganiser les effectifs de sécurité. Il s'agit clairement d'options basées sur l'Etat. Aucune ne cherche à maximiser le capital mort dans ces zones frontalières en vue d'utiliser le potentiel économique existant pour promouvoir la sécurité régionale, étatique et communautaire. Le fait qu'elles mettent l'accent sur la sécurité physique de l'Etat, sans répondre au sous-développement, signifie qu'elles ne sont pas durables. Par ailleurs, il est peu probable qu'elles incorporent les ressources humaines et matérielles qui restent inactivées aux niveaux communautaire et étatique, tel que le rôle des communautés dans la promotion de la sécurité, ainsi que le potentiel des unités médicales et d'ingénierie dans le développement de la sécurité humaine et étatique. Le manque d'incorporation de cette composante explique l'incapacité de l'Etat à mobiliser la coopération active de la communauté aux frontières pour renforcer la sécurité humaine et étatique dans les zones frontalières. Dans des cas où l'Etat est capable d'obtenir une certaine coopération, la même situation est limitée aux communautés placées sous sa juridiction. La gestion efficace des frontières demande une coopération mutuelle des communautés frontalières.

3.2 La Déclaration de Dar-es-Salaam et le Cadre régional des biens publics communs.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la Région des Grands Lacs se sont réunis à Dar-es-Salaam en novembre 2004 et ont signé la Déclaration de Dar-es-Salaam, qui les engage aux principes de la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région⁵. Le point le plus révélateur, c'est l'initiative visant à établir une «Zone Spéciale de Reconstruction et de Développement» (ZSRD). Une telle zone renforcera les efforts consentis pour établir une structure régionale de sécurité pour la prévention, la gestion et le règlement pacifique des conflits. Cette initiative offrirait des opportunités d'appliquer des politiques, des mesures et des mécanismes régionaux communs aux fins de promouvoir le bon voisinage et la coopération multisectorielle. D'une manière évidente, la Déclaration de Dar-es-Salaam brosse les grandes lignes d'une vision sur la

⁵ Voir Déclaration de Dar-es-Salaam sur la Paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans les Grands Lacs : 19-20 novembre 2004.

gestion de la sécurité des frontières pour une paix et un développement durables dans la région.

En conséquence, la mise en œuvre de la Déclaration de Dar-es-Salaam requiert l'élaboration d'un cadre sécuritaire collectif qui tienne compte des préoccupations sécuritaires de l'Etat, des communautés concernées et de la région, en utilisant le capital mort existant dans les zones frontalières. Des stratégies sécuritaires pertinentes doivent chercher à améliorer les moyens de subsistance et éliminer le sentiment de privation et les doléances qui déclenchent et entretiennent les conflits. L'adoption d'une telle perspective exige des cadres de développement régionalisés qui transforment les capitaux morts existants dans les zones frontalières en biens de production régionaux. Un tel modèle devrait permettre aux groupes transfrontaliers et aux structures administratives de coopérer et de planifier ensemble pour créer un espace régional partagé par tous.

Le point de départ consiste à restructurer les politiques étrangères et sécuritaires stato-centriques, et à consentir des efforts organisationnels et institutionnels qui permettent aux Etats d'employer et de maximiser ensemble les ressources dans la région. Ce partage de la perception des problèmes et des solutions, jette la base d'une approche progressive du développement des biens publics communs régionaux (BPCR).

Les biens publics sont ici reconnus comme des valeurs et des biens dont l'avantage ne peut être limité à un bénéficiaire unique. Dès qu'ils sont fournis, les biens publics devraient profiter à plusieurs. Ils génèrent beaucoup d'avantages, tout comme leur mauvaise utilisation entraîne des conséquences. Dans toute la RGL, ces biens comprennent les ressources humaines qui ne sont pas utilisées pour ajouter de la valeur ou activer leur potentiel réel : par exemple, le grand potentiel d'aide à la construction d'infrastructures existant dans les établissements militaires. Les militaires ont aussi la capacité d'aider dans la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA, étant donné leur capacité d'atteinte. Leur sous-utilisation en dépit, d'une part, du sous-emploi régnant dans les zones frontalières et aux frontières mêmes et, d'autre part, de la mauvaise infrastructure les transforme en capitaux morts. D'autres comprennent les pâturages, l'eau, la sécurité et les marchés. La transformation de ce capital mort aux fins d'assurer la sécurité et de créer des infrastructures développerait le potentiel touristique, améliorerait la protection de l'environnement et la sécurité, l'utilisation efficace de la terre, du bétail, du poisson, du miel et des fruits dans la région toute entière.

Dans le cadre de la PGRC, il faut dépasser la considération des espaces frontaliers et du capital mort pour ce qu'ils sont et plutôt penser à eux en termes de ce qu'ils peuvent être. Un exemple du triangle 12 (Tanzanie, Rwanda, Burundi): le Triangle Rusumo illustre ce point. Le triangle manque d'électricité mais le potentiel de production existe du côté rwandais de la rivière. Du côté burundais, il existe une usine de sucre qui peut se servir de la canne à sucre produite par les paysans de l'autre côté des frontières tanzaniennes et burundaises. Un tel arrangement dans le triangle ajouterait la valeur aux ressources existantes et en créerait de nouvelles en même temps.

Les parcs nationaux et les forêts aux frontières sont, par exemple, des biens nationaux mais il est peu probable que leur gestion soit efficace et que leur sécurité soit assurée

sans coopération entre les Etats et communautés voisins. Cependant, quand les Etats dans la zone choisissent de les gérer ensemble, d'assurer la sécurité, d'accroître des investissements, de faire le marketing de façon collective et de faciliter l'accès mutuel, ces parcs deviennent des biens régionaux et servent à tout le monde.

L'adoption de l'approche de biens publics communs régionaux exige la mise au point d'un cadre organisationnel d'une part, et des investissements collectifs d'autre part ; dans un triangle régional donné. La valeur de cette approche réside en ce qu'elle permet des interactions qui vont au-delà des frontières, des générations et des groupes démographiques. Dans la mesure où les biens publics régionaux limitent la consommation à cause des rivalités et des exclusions, ils constituent la base d'une interdépendance ancrée et d'une stabilité à long terme. Ils ont également pour conséquence directe de renforcer la confiance entre les Etats en transformant les points de conflits en sources de biens collectifs.

4. Justification du projet

Même si le désir des Etats de mettre au point la gestion de la sécurité frontalière réussit, il est très peu probable qu'ils puissent contenir les conflits transfrontaliers et accroître la sécurité, sans résoudre la problématique de l'insécurité humaine. Aucun Etat ne peut assurer la sécurité humaine dans les zones où les interactions ainsi que les préférences provoquent des mouvements transfrontaliers. La complexité de la situation apparaît quand les groupes luttent pour les ressources. La Déclaration de Dar-es-Salaam, en reconnaissant cette réalité, montre le chemin en demandant la gestion conjointe de la sécurité frontalière et des zones économiques spéciales de reconstruction. Ce projet complète et renforce le projet 1.1. de la CI/RGL sur la Gestion conjointe de la sécurité aux frontières, en focalisant sur des zones d'activités économiques génératrices de sécurité. Son but est d'illustrer comment la mobilisation du capital mort existant peut être utilisée pour promouvoir le développement durable des zones frontalières. Ces activités sont complémentaires aux projets macro-économiques régionaux qui mettent l'accent sur les éléments supranationaux en particulier le concept des Bassins de Développement Transfrontaliers. Ils cherchent à intégrer la composante locale dans la reconstruction de la région. Ils peuvent être efficacement construits par les Etats appartenant à un triangle donné ou une zone donnée, ou par un Etat donné aussi longtemps que le centre d'intérêt local/régional est maintenu.

5. Stratégies de mise en œuvre du projet

5.1 Dynamique des zones et des endroits

La sécurité frontalière peut être améliorée en développant des activités économiques susceptibles d'accroître la sécurité dans les zones. Dans le cas de la RGL, ces activités devraient être développées dans les 12 zones comme stipulé dans le Protocole de Non-agression, de Défense mutuelle et de Résolution pacifique des Conflits entre les Etats de la Région des Grands Lacs. Ces mêmes activités sont également décrites dans la proposition du projet no. 1.1 de la CI/RGL sur la Gestion conjointe de la sécurité aux frontières communes. Il s'agit des zones suivantes: Zone 1 (RDC, Ouganda et

Rwanda); Zone 2 (Tanzanie, Ouganda, Kenya); Zone 3 (Ouganda, Kenya, Soudan); Zone 4 (Ouganda, RDC, Soudan (Nil Est)); Zone 5 (RDC, Soudan, RCA); Zone 6 (RDC, RC, RCA); Zone 7 (Angola, RDC, RC); Zone 8 (Zambie, RDC, Angola); Zone 9 (Tanzanie, Burundi, Zambie, RDC), Zone 10 (RDC, Burundi, Rwanda), Zone 11 (Tanzanie, Ouganda, Rwanda), Zone 12 (Tanzanie, Rwanda, Burundi).

Zone 1: Le Triangle Ouganda-Rwanda-RDC (Zone du Volcan)

Cette région possède un potentiel riche en tourisme, en agriculture, une vaste composante de ressources humaines et d'autres ressources naturelles. Cependant, la région ne dispose pas d'une infrastructure développée qui puisse en faciliter l'accès. Le manque d'une pénétration profonde de l'Etat, la croissance des populations, le VIH/SIDA et d'autres insécurités humaines en résultant, rendent la tâche impossible aux nations qui veulent accroître la sécurité par leurs propres efforts. Un moyen économique évident de renforcer la sécurité dans la zone consiste à promouvoir le tourisme et la création d'un parc national à cheval sur les trois frontières qui profitera aux trois Etats.

Zone 2: Le triangle Ouganda, Kenya et Tanzanie: le Triangle du Lac Sango de la CAE

Cette région est riche en eau. Elle possède également des ressources humaines et halieutiques. Une grande partie de la population autour du lac n'a pas d'accès à l'eau douce. La Tanzanie vient d'amorcer un projet qui cherche à puiser l'eau du lac pour son utilisation domestique. La pauvreté affecte aussi une grande proportion de la population environnante. Les régions kényanes et tanzaniennes manquent de structures adéquates telles que des infrastructures routières et d'électricité. Le lac présente également un potentiel élevé dans le domaine du tourisme, ainsi qu'en ce qui concerne la production hydro-électrique envisagée comme une mesure pour contrôler le débordement des fleuves dans toute la zone desservie par le lac. Ces mesures et la maximisation du potentiel agricole et de transport dans la région et sur le lac pourraient respectivement réduire la pauvreté. L'accroissement des infrastructures et l'approvisionnement en énergie transformeraient le capital actuel virtuellement mort de l'industrie, de la pêche, de l'agriculture, des ressources humaines, du potentiel énergétique, du transport et du tourisme en capital productif.

Zone 3: Le Triangle «Kapotur⁶ Cradle of Man»: Ouganda–Kenya–Soudan

Le Nord Est de l'Ouganda, le Nord-Ouest du Kenya et le Sud-Est du Soudan continuent d'être caractérisés par des conflits entre les groupes pastoralistes dont la logique de la reproduction socio-économique se base sur le nomadisme, à la recherche des pâturages et de l'eau avec, en plus, des niveaux extrêmes de prédation du bétail. L'absence de l'Etat, le manque d'infrastructures socio-économiques et la circulation des armes de petit calibre ont exacerbé de violents conflits dans la région. Les attaques et la prédation transfrontalières se sont intensifiées et causent des pertes de vies et la destruction des moyens de subsistance économiques.

⁶ Référence à Karamojong, Pokot, Toposa, Région de Turkana

Le triangle tout entier souffre d'un manque d'infrastructures économiques. Les communautés manquent de services sociaux. Les dispositifs de sécurité sont rares sur le terrain. Leur situation est rendue plus compliquée par le manque de réseaux de communication adéquats.

Et pourtant la région possède un capital mort dans divers domaines - tourisme, bétail, minerais, miel et agriculture. La stabilité du triangle à long terme requiert l'intervention accrue de l'Etat dans les localités, l'établissement d'un Etat de droit, des infrastructures, des institutions légales et politiques ainsi que des infrastructures économiques. Il est peu probable que le secteur privé s'intéresse au développement d'activités économiques dans cette zone, à moins qu'il ne soit largement compensé par les Etats. Son potentiel de tourisme a été entravé par le braconnage.

La stabilité et le développement à long terme dans la région, dépendront aussi de la collaboration des Etats du triangle avec l'Ethiopie. Sans aborder la question de la sécurité frontalière, le triangle court également le risque d'être utilisé comme canal pour les activités terroristes.

Envisagée dans le contexte de la région entière englobant l'Afrique de l'Est, y compris le Soudan dont les conflits débordent en Ouganda ainsi qu'au Kenya, la reconstruction post-conflit planifiée offrirait une grande opportunité pour la région. La reconstruction post-conflit notable basée sur les biens communs régionaux offre la meilleure voie pour mobiliser les ressources et prévenir le déclenchement de nouveaux conflits. En fait, de tels projets peuvent aider au développement d'infrastructures régionales pour le développement économique. Une ligne de chemins de fer reliant le territoire des Acholi en Ouganda au Sud Soudan à Lokichoggio et Nakuru au Kenya, et une autre ligne reliant Nanyuki à Addis Abéba et gagnant à nouveau le Soudan, transformeraient toute la région et pourrait faciliter le tourisme, l'agriculture et la pénétration de l'Etat.

Zone 4: Ouganda-RDC–Soudan: Le Triangle du Nil de l'Ouest

Cette zone possède un vaste potentiel en matière d'agriculture commerciale, notamment avec la culture du riz, du coton et du tabac. La région est bien desservie par le Nil. Il est intéressant de noter que quoique 90% de la population égyptienne dépende du Nil, et que le Nil ait irrigué des milliers d'hectares au Soudan, notamment dans le programme de développement de Gezira, aucun projet semblable n'a été entrepris en Ouganda et au sud Soudan. La gestion améliorée des conflits exige que les trois Etats atteignent les sociétés dans ce triangle en construisant une infrastructure administrative, politique, de communication et en y instaurant l'ordre public. De tels investissements doivent être complétés par des infrastructures économiques susceptibles de maximiser le capital mort existant dans la zone. Le capital mort comprend les minerais des eaux du Nil, le potentiel de pêche le long de la frontière RDC-Ouganda et sur le Lac Albert, ainsi que le potentiel agricole sous exploité. Il y a assez d'eau pour faciliter l'irrigation. Il existe assez de main-d'oeuvre pour aider à construire les routes d'accès rural et de sécurité frontalière. Le but est d'augmenter la capacité et le niveau de revenu, et par conséquent, freiner la tendance à prendre les armes. La région entière est fertile.

Zone 5: RDC-RCA-Soudan: Le Corridor du fleuve Oubangui

Cette zone est aussi caractérisée par le manque d'infrastructures de communication, de pénétration. La zone a un énorme potentiel agricole qui peut être accru par l'utilisation de l'eau de la rivière Oubangui. Son potentiel de tourisme a été affaibli par les activités de braconnage. Il n'y existe que 8 postes de sécurité le long de la frontière RDC-RCA. La RCA partage 1.200 Km de frontières avec le Soudan. Comme pour la frontière avec la République Démocratique du Congo, la RCA a dû affronter le problème des réfugiés et de l'infiltration des armes de petit calibre en provenance du Soudan. Il est à noter qu'il n'y a que 3 postes frontière le long de la frontière RCA-Soudan⁷. Les activités commerciales pâtissent du manque de réseaux routiers.

Zone 6: République du Congo (RC)-RDC-RCA: Le Triangle de l'Equateur

Cette zone est forestière et donc riches en produits des bois. Elle possède une faune importante qui fait d'elle une zone à haut potentiel touristique. Elle dispose aussi de vastes ressources en eau qui soulignent son potentiel agricole.

Zone 7: Angola- RDC-République du Congo (RC) : le Triangle de l'Atlantique

Les Etats de cette zone sont en voie de se rétablir après les guerres civiles. Plusieurs activités dans ce triangle indiquent un potentiel de développement. Les accords existants permettent aux citoyens des frontières de circuler librement dans les trois Etats sans visa. En terme de capital mort, on retrouve le potentiel agricole inexploité, le tourisme et le pétrole. La zone est riche en minerais. Pourtant, elle manque des infrastructures nécessaires, y compris les établissements scolaires et médicaux. Les activités économiques sont entravées par les mines anti-personnel plantées pendant la guerre civile.

Zone 8: Angola- Zambie⁸ –RDC- Le Corridor du Benguela

En plus du manque d'infrastructures, la frontière est rarement surveillée par la police. C'est une zone étendue sans infrastructures de pénétration. On retrouve un potentiel agricole non exploité dans cette zone. Tout ce qu'il faut dans cette zone, c'est puiser l'eau des fleuves environnants pour faciliter l'agriculture, la construction des écoles et des routes. L'électrification rurale à partir du barrage Inga pourrait aussi aider à transformer cette zone.

⁷ Voir RCA; Conférence Internationale sur la Région des Grand lacs. GTTT: Paix et sécurité, réponse au questionnaire

⁸La Zambie a un total de 18 postes frontaliers à ses frontières avec la RDC, l'Angola et la Tanzanie. . Voir Paix et sécurité, questionnaire. Secrétariat conjoint 4/21/05.

Zone 9: Tanzanie-Burundi-Zambie–RDC: Le Corridor du Lac Tanganyika

Ce corridor se caractérise par de longues frontières terrestres et lacustres. Le lac offre un grand potentiel pour le tourisme et l'industrie de la pêche. Le potentiel agricole existe aussi. La région peut produire du coton et développer des cultures vivrières. Le manque d'infrastructures de pénétration prive la population de l'accès aux marchés. Cependant, la zone est affectée par l'afflux de réfugiés, les groupes armés et les mines terrestres, particulièrement le long de la frontière entre le Burundi et la Tanzanie⁹. Les services font également défaut.

Zone 10: RDC-Burundi-Rwanda (La Zone de la CEPGL)

Cette zone est également fertile bien qu'elle manque d'infrastructures efficaces. L'expansion de la production de l'électricité ici peut transformer la région. La zone est riche en agriculture et en ressources naturelles. Les mines terrestres situées le long de la rivière Ruzizi qui marque la frontière avec la RDC, constituent également un problème important¹⁰. Il faut qu'elles soient éliminées si l'on veut exploiter le potentiel de production de cette zone.

Zone 11: Tanzanie, Ouganda, Rwanda; Le Triangle du Kagera

Cette zone a un potentiel agricole élevé si l'on exploite les rivières. Avec ses parcs et son grand potentiel d'activités liées à l'élevage, cette zone présente de grandes possibilités en tourisme, en élevage de bovins et en production de peaux d'animaux.

Zone 12: Tanzanie-Burundi-Rwanda: Le Triangle de Rusumo

Le Triangle présente un énorme potentiel de zones touristiques, agricoles et surtout de production de sucre. La production du sucre se fait dans la région de Rutana au Burundi. L'industrie pourrait approvisionner les paysans tanzaniens, burundais et rwandais qui peuplent cette zone. Elle dispose aussi d'un potentiel de production hydro-électrique sur la rive rwandaise du Rusumo, qui pourrait transformer le triangle. La zone peut aussi compter sur les ressources de la main-d'oeuvre régionale qui est quadrilingue : en effet, ici, certains paysans peuvent parler le swahili, le kinyarwanda/kirundi, l'anglais et le français. Le processus de stabilisation naissant au Burundi devrait permettre de renforcer la stabilité dans ce triangle.

⁹Voir Burundi: CI/RGL: Paix et sécurité : Réponses au questionnaire et Rwanda, Paix et sécurité, questionnaire.

¹⁰ Voir Burundi: CI/RGL: Paix et sécurité : Réponses au questionnaire et Rwanda, Paix et sécurité, questionnaire.

5.2 Stratégie

Mise en œuvre du projet

Trois types de projets sont envisagés: Les routes de sécurité frontalière (BOSER), les réseaux frontaliers de sécurité économique et environnementale (BOSEEN) et les réseaux de sécurité sociale frontalière (BOSSON).

5.2.1 Routes de sécurité frontalière (BOSER)

Le premier projet central se basera sur la construction des routes de sécurité frontalière (BOSER) à travers les frontières communes. Elles devraient être construites de telle façon qu'elles puissent aussi servir de piste d'atterrissage afin d'accroître la surveillance aérienne. Celles-ci auront pour effet immédiat de créer des emplois et d'encourager les communautés des triangles à s'investir par la participation. Le projet permettra aussi d'accroître la collaboration économique et la gestion de la sécurité frontalière. Pour construire ces routes, nous envisageons d'utiliser les milliers de soldats démobilisés ainsi que la jeunesse sous-employée. Les routes sont essentielles pour faciliter la circulation de différentes catégories sociales, notamment les femmes qui s'engagent dans les activités commerciales transfrontalières.

L'utilisation de l'armée s'explique par le simple fait qu'elle peut fournir les capacités requises alors que les effectifs restent littéralement sous-employés en dépit des coûts supportés par les Etats pour les former (ressources humaines) et pour acheter le matériel nécessaire (installations effectives). En moyenne, on estime que chaque établissement militaire coûte aux Etats 3 à 4% de leur PIB. L'utilisation de composantes du secteur privé dans certaines de ces zones instables pourrait coûter très cher étant donné le coût de l'assurance.

5.2.2 Réseaux de sécurité économique et environnementale frontalière (BOSEEN)

Le deuxième type de projets porte sur la construction des activités visant à régénérer l'économie et à protéger l'environnement. On trouve des activités telles que la construction de marchés couverts, de canaux d'irrigation, de trous de forage, de barrages, de routes, la protection de l'environnement, notamment le reboisement. Ces éléments se révèlent essentiels lorsque l'on aborde la question de la marginalisation, surtout des femmes, dont la plupart s'engagent dans le commerce transfrontalier. Le reboisement et autres activités de protection de l'environnement permettront la survie des communautés forestières menacées.

5.2.3 Réseaux de sécurité sociale frontalière (BOSSON)

Ceux-ci porteront aussi sur la construction d'infrastructures sociales telles que les écoles, les centres médicaux, le forage de puits d'eau et des logements pour abriter le personnel de sécurité et les autres citoyens qui veulent s'installer dans des endroits du triangle.

Si les projets BOSER revêtent une importance critique pour les zones entières, les projets BOSEEN et les travaux de construction BOSSON feront l'objet de décisions prises par les Etats individuellement ou dans le cadre d'accords bilatéraux et tripartites. Comme dans le cas des routes de sécurité frontalière (BOSER), les unités centrales qui assureront le lancement de ce processus seront des bataillons d'ingénieurs militaires, des milliers de jeunes au chômage et de soldats démobilisés. Cela aura pour avantage de créer une main-d'oeuvre disciplinée, d'assurer la transmission des compétences à des milliers de jeunes, la pénétration accrue de l'Etat et la naissance, chez les parties prenantes, d'une mentalité propice à l'établissement de la sécurité dans les zones frontalières.

6. Capacités et capitaux disponibles pour la gestion de la sécurité aux frontières.

Il faudrait envisager ce point sous deux aspects : la capacité des structures d'actifs et le capital en termes d'unités d'intervention. La première catégorie concerne les éléments matériels et financiers qui doivent être mis en place pour institutionnaliser les structures. On peut se procurer les outils tels que des tracteurs lourds et des bennes basculantes grâce au soutien de partenaires au développement.

Les biens en unités d'intervention impliqueront le déploiement d'unités d'ingénierie, la création de camps de formation et d'hébergement pour les soldats démobilisés et la jeunesse au chômage. Les coûts ici comprendront les salaires et les indemnités payés aux unités ainsi que les frais de nourriture. Ces frais devraient cependant diminuer lorsque les Etats vont réaffecter certaines ressources des travaux publics à ces équipes de travail. En fin de compte, ces unités ne vont pas seulement acquérir des compétences dont le bénéficiaire ira à la société, mais elles aideront aussi à augmenter la sécurité en s'opposant au terrorisme et aux agissements des trafiquants.

En termes de gestion institutionnelle, ce sont les Z-CONSEC qui s'occuperont du fonctionnement des triangles de sécurité économique, tandis que les routes de sécurité frontalière seront gérées par les A-CONSEC.

7. Défis et opportunités dans l'établissement des zones de sécurité économique frontalière

Il se pourrait que l'utilisation des militaires dans les activités économiques soulève des objections, pourtant, c'est l'utilisation la plus efficace du capital mort fréquemment instrumentalisé pour causer des conflits. Les militaires consomment en moyenne 4% du PIB des Etats de la région. Ils disposent du meilleur personnel et des meilleurs équipements qui sont gaspillés par manque d'utilisation.

Il faudra une puissante volonté politique pour venir à bout de cette résistance. L'argument ici devrait être que le développement des zones frontalières grâce à l'utilisation des soldats démobilisés et de la jeunesse désœuvrée promet aussi de réduire la demande d'armes de petit calibre. Les charges financières apparaissent

clairement au niveau du renforcement des capacités. Si les partenaires au développement peuvent intervenir dans la phase initiale de ces processus, les Etats, quant à eux, peuvent supporter les frais une fois les mécanismes de coopération en place.

8. Valeur ajoutée et bénéficiaires

La valeur des zones de sécurité économique frontalières réside dans le fait que l'on peut les créer immédiatement pour renforcer la pénétration des zones et créer une atmosphère de renouveau économique et un sentiment, parmi les populations, d'être parties prenantes dans le processus. Au niveau opérationnel, elles permettront le développement de relations plus étroites entre les forces de sécurité et les communautés aux fins de la sécurité étatique, régionale et humaine. Plus précisément, la mise en œuvre de ces projets devra accroître la sécurité frontalière. En effet, ceux-ci accroissent la pénétration de l'Etat tout en permettant aux communautés de se joindre à l'Etat pour concourir à la sécurisation des zones, dans la mesure où ces communautés sont les bénéficiaires de ces projets de développement. Dans ce sens, le projet est un complément à la proposition de projet 1.1. de la CI/RGL sur la Gestion conjointe de la sécurité aux frontières communes¹¹, surtout au niveau des BOSER qui renforcent la sécurité.

- ◆ Les principaux premiers bénéficiaires sont les communautés vivant de part et d'autre des frontières. Ceci leur permettra de coopérer et d'ajouter de la valeur à leurs ressources communes tout en faisant fi des limites frontalières qui les séparent artificiellement. .
- ◆ Les Etats bénéficieront de l'accroissement, au sein des communautés, des activités économiques génératrices de sécurité. Il accroîtra aussi son assiette fiscale tout en réduisant les coûts liés à l'insécurité.
- ◆ Autre catégorie de bénéficiaires, des groupes de personnes démobilisées et de jeunes au chômage qui seront engagés dans ces activités de construction. Ils auront la possibilité d'avoir un revenu et d'acquérir des compétences..
- ◆ Les institutions militaires de l'Etat gagneront de l'expérience en matière de promotion de la paix.
- ◆ Les femmes bénéficieront de la croissance des activités transfrontalières génératrices de revenus et des réseaux BOSEEN car ils leur donneront un meilleur accès aux puits d'eau, aux activités génératrices de revenus et à de meilleurs moyens de transport.
- ◆ Les infrastructures donneront aussi la possibilité à l'Etat d'accroître sa présence dans la société tout en lui permettant d'ajouter de la valeur aux ressources humaines dont il dispose.
- ◆ Les collectivités locales pourront également créer des revenus.
- ◆ Le projet permet aux partenaires au développement internationaux de participer aux activités régionales telles que la protection supranationale de l'environnement pour le bénéfice des groupes de part et d'autre des frontières.

¹¹ Voir proposition de projet 1.2 sur la Gestion conjointe de la sécurité aux frontières communes.

9. Questions budgétaires

Deux sources principales peuvent assurer le financement de ce projet: les Etats et les partenaires au développement internationaux. Les Etats peuvent puiser dans les ressources normales allouées à ces régions et peuvent aussi d'accorder un statut spécial à ces zones et leur octroyer des fonds supplémentaires pour la reconstruction. La construction des routes de sécurité frontalière (BOSER), par exemple fait partie des besoins de l'Etat. Leur construction seraient facilitées si elles bénéficiaient de fonds alloués au Ministère des Travaux Publics.

Etant donné l'intérêt porté à la RGL actuellement, il est possible que les 11 Etats membres de la CI/RGL lancent un appel international pour financer de telles initiatives économiques en vue de la sécurité et spécifiques aux zones. L'existence de 12 zones, laisse suffisamment d'espace pour la collaboration de différents partenaires au développement avec les acteurs locaux aux fins de soutenir les multiples initiatives envisagées dans le cadre de cette proposition de projet.



Annexe : Liste des Abréviations

BOSEENs	Réseaux frontaliers de Sécurité économique et Environnementale
BOSER	Routes de Sécurité frontalière
BOSSONs	Réseaux de Sécurité sociale frontalière
BPCR	Biens publics Communs régionaux
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CI/RGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
GTTT	Groupes de Travail techniques thématiques
IGAD	Autorité Inter-Gouvernementale sur le Développement
LRA	Armée de Résistance du Seigneur
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique
PIB	Produit Intérieur Brut
RC	République du Congo
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RGL	Région des Grands lacs
SRDZ	Zone Spéciale de Reconstruction et de Développement
UA	Union Africaine
USD	Dollars Etats Unis
VIH/SIDA	Virus de l'Immuno déficience Humaine /Syndrome Immuno Déficience Acquis

V. Cadre logique, Plan de travail et Budget (21 Septembre 2006)

Intitulé du projet:	Développement des zones frontalières et promotion de la sécurité humaine dans la région des Grands Lacs													
Objectif général:	La sécurité de l'Etat, des communautés et de la région est améliorée par le biais d' activités économiques dans les zones/triangles des GL par des efforts de développement locaux/régionaux													
Résultats recherchés:	Zones économiques locales régionalisées génératrices de sécurité													
Indicateur de résultat:	Meilleur rendement économique et meilleure disponibilité des biens dans les zones frontalières													
Stratégie de partenariat:	Ce projet soutiendra les structures informelles envisagées et celles qui existent, pour la gestion de la sécurité aux frontières, les autres structures officielles de maintien de la paix et de prévention des conflits ainsi que celles engagées dans le renouveau et le développement économiques (CEPGL, IGAD, NEPAD). Il complète les objectifs de la Zone spécifique de reconstruction et de développement de la CI/RGL en adoptant une approche de micro logique et devrait chercher à collaborer étroitement et à nouer des liens solides avec les activités développées dans les Bassins de Développement Transfrontaliers..													
	Résultats escomptés	Activités type	Calendrier								Parten. Resp.	Budget prévu (Total: 59.562.635 US\$)		
			2007				2008-11					Ressour ces financ	Description du Budget	Montant US\$
			Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4				
Objectif 1: Initier et mettre en oeuvre des projets économiques générateurs de sécurité régionale, étatique et humaine aux fins de la résolution des conflits et du développement de l'Etat														
1.1.1	1.1 BOSER, BOSEEN et BOSSON et plan de mobilisation développés par les Etats <u>Indicateurs repères</u> * Des décrets ou instructions signés * Des troupes sont affectées * Des jeunes et ex-combattants engagés	1.1.1 36 réunions transfrontalières de sensibilisation dans les zones avec les responsables d'Etat et les leaders communautaires sur la nécessité d'établir des routes de sécurité frontalière (BOSER), des réseaux frontalières de développement économique et de l'environnement (BOSEEN) et des réseaux sociaux de sécurité frontalière (BOSSON)											36 réunions x 10.000 \$ chacune (30.000 Usd par zone)	360.000

1.1.2		1.1.2 Mobilisation des brigades d'ingénierie militaire, des jeunes au chômage et des soldats démobilisés dans des activités économiques génératrices de sécurité								GVT	GVT	Unités militaires utilisées : ainsi que diverses ressources comme des tracteurs et les frais de fonctionnement octroyés (le gouvernement prend en charge les coûts) 3.000 jeunes et ex-combattants x 11 pays x 54 mois x 50 \$	53.460.000
1.1.3		1.1.3 Identifier les capacités militaires au sein de la région en vue de la mise en place des BOSER, BOSSON et BOSEEN										Activités préparatoires assurées et financées par chacun des gouvernements	
1.1.4		1.1.4 Identifier les capacités et les instituts de recherche dans la RGL traitant des questions relatives aux petites entreprises											
1.1.5		1.1.5 Promouvoir le travail en réseau parmi les instituts de recherche et les universitaires											
1.1.6		1.1.6 Diffuser l'information et sensibiliser les décideurs sur les zones économiques frontalières et leurs rôles dans l'instauration de la sécurité											

Objectif 2: développement des capacités pour la mise en œuvre de zones frontalières économiques génératrice de sécurité

2.1.1	2.1 Les responsables locaux, le personnel des secrétariats et les autres parties prenantes jouent efficacement leurs rôles	2.1.1 Les Etats membres d'une zone recrutent ensemble un expert pour élaborer et produire une stratégie et un manuel de formation pour les BOSEEN et BOSSON spécifiques aux zones								Etat	Etat	1 expert pour 2 mois @ 10.500 =21.000; frais de (environ 100 \$US par jour)	27'850	
2.1.2	<u>Indicateurs repères</u> # de personnes formées # de petites entreprises nouvellement créées.	2.1.2 Définir les procédures de sélection, organiser les cours de formation et des points de rassemblement pour les jeunes démobilisés et en chômage; élaborer un programme pour les activités économiques des zones frontalières; assurer le suivi et évaluer le bien-fondé des stages de formation								Etat	Etat	Inclus dans l'activité précédente		
2.1.3		2.1.3 Organiser des séminaires de sensibilisation et de formation dans chaque zone pour la mobilisation des unités d'ingénierie										12 séminaires @ 15'000 \$ chacun	180'000	
2.1.4		2.1.4 Organiser une réunion de coopération dans chaque zone pour la coopération entre les militaires et les civils											6 participants par pays = 18 participants pour 12 réunions = 120.000\$	120.000
2.1.5		2.1.5 Organiser des stages de formation à l'intention des communautés sur la coopération à la sécurité humaine et assurer le suivi des participants											Aucun budget déterminé à ce stade car le coût de ce poste dépendra des résultats des activités du point 2.1.1. (durée et type de formation)	
Sous total:												54.147.850		
10 % d'imprévus:												5.414.785		

TOTAL FINAL:	59.562.635
--------------	------------

Budget détaillé

Cliquez sur l'icône ci-dessous

Microsoft Excel
Worksheet